

Questions orales

• (1425)

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

LA SUITE DU PREMIER MINISTRE LORS D'UN VOYAGE

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au solliciteur général à propos d'affaires de valets et de femmes de chambre.

Des voix: Oh, oh!

M. Boudria: Hier, le ministre a affirmé que la présence de M^{lle} Narcisco, la femme de chambre, était nécessaire pour des raisons de sécurité, lors du voyage en Orient, vu la longueur du voyage. Puisque, d'après les documents du ministère de la Défense nationale, la même personne s'est rendue à Québec à l'occasion du Sommet irlandais, le ministre peut-il nous dire s'il considère Québec comme une ville étrangère présentant des risques très élevés au plan de la sécurité? Ou ne veut-il pas reconnaître qu'un valet de chambre est un valet de chambre et une bonne, une bonne tout simplement?

M. le Président: A l'ordre.

M. Crosbie: Et qu'un malheureux raseur est un malheureux raseur.

M. le Président: A l'ordre. Le député a posé sa question, et j'espère que tous les députés permettront au ministre interrogé d'y répondre.

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous mourons d'impatience, monsieur le Président.

L'hon. James Kelleher (solliciteur général du Canada): Je pense, monsieur le Président, que dans le monde où il faut bien vivre aujourd'hui, personne de sensé ne songerait à refuser en quoi que ce soit les dispositions de sécurité qui s'imposent quand il s'agit du premier ministre, le chef de notre État.

Des voix: Oh, oh!

M. Blackburn (Brant): Il n'est pas le chef de l'État.

LES FONCTIONS DU VALET

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Veut-il éclaircir le mystère du valet de chambre et de la bonne? Veut-il nous donner la clé de l'énigme? Nous tenons à le savoir. Cessons de tourner autour du pot... de chambre.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président...

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Monsieur le Président...

M. Turner (Vancouver Quadra): Vous veillez aux valises, Joe.

M. Clark (Yellowhead): Puis-je essayer d'élever le parti libéral au-dessus des simples vêtillies?

Des voix: Bravo!

Mlle MacDonald: C'est là le rôle de son chef.

M. Crosbie: Alors il n'a pas fini!

M. Clark (Yellowhead): Au cours du voyage en question, on s'est mis d'accord pour que le Canada fasse partie du Groupe des Sept, ce qu'aucun gouvernement libéral n'avait jamais réussi. Au cours du voyage en question a été entreprise une démarche qui a permis de faire entrer l'agriculture dans les discussions du GATT, ce qui ne s'était jamais fait auparavant. Au cours du voyage en question, le premier ministre s'est donné la peine de faire part directement aux autorités coréennes de nos préoccupations à l'égard des droits de la personne dans leur pays. Ce ne sont peut-être pas là des choses importantes pour le parti libéral et ses spécialistes des enfantillages, mais elles sont importantes pour la population et pour l'avenir du Canada.

Des voix: Bravo!

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA MALAYSIA

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Je voudrais signaler aux députés la présence à la tribune de Son Excellence Dato Rais Yatim, ministre des Affaires étrangères de la Malaysia.

Des voix: Bravo!

* * *

LES FINANCES

LE NON-PAIEMENT DE L'IMPÔT SUR LE REVENU PAR LES SOCIÉTÉS

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux Finances. Peut-il nous confirmer qu'en 1983, 79 000 sociétés dont les profits ont totalisé plus de 13 milliards de dollars, n'ont pas versé un sou d'impôt sur le revenu? Peut-il également nous confirmer que si on avait imposé ces entreprises au taux moyen applicable aux sociétés, on aurait pu obtenir des recettes fiscales de l'ordre de 3 milliards de dollars...

M. le Président: A l'ordre. Le député sait pertinemment que des questions qui exigent une réponse détaillée de ce genre ne doivent pas être posées lors de la période des questions. Le député pourrait peut-être reposer sa question.

M. Cassidy: Monsieur le Président, le ministre est-il disposé à reconnaître que si les sociétés qui n'ont pas été imposées avaient versé des impôts il y a trois ans, le gouvernement aurait obtenu des recettes de 3 milliards de dollars qui auraient pu être utilisés pour venir en aide aux agriculteurs de l'ouest du pays à l'heure actuelle?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je devrai me renseigner, afin de vérifier l'exactitude des affirmations du député. Je serai, par la suite, tout à fait disposé à répondre à sa question.